

L'offensive contre la Fonction Publique

3 questions à... Jean Marc Canon



Secrétaire général de l'UGFF-CGT

L'offensive contre la fonction publique ne connaît pas de répit : Emploi, pouvoir d'achat, missions, statut, protection sociale ... rien n'est épargné. Cela peut ne pas paraître bien nouveau, pour autant il semble bien que l'on passe à une phase de cette offensive quantitativement mais aussi qualitativement nouvelle. Qu'en pensez tu ?

Effectivement, s'il est un reproche qu'il ne faut pas adresser à nos adversaires, c'est bien celui d'absence de visée globale s'agissant des services publics et, en particulier, de la Fonction publique.

Ne croyons surtout pas qu'il y aurait, de manière éparse, d'un côté la Révision Générale des Politiques Publique, de l'autre le développement des Partenariats Public-Privé et d'un autre encore les suppressions d'emplois.

De fait, tout cela participe d'une politique parfaitement cohérente de remise en cause profonde de l'intervention publique. Celle-ci ne s'arrête d'ailleurs pas au seul versant de l'Etat mais s'étend d'ores et déjà à la Territoriale et à l'Hospitalière.

A vrai dire, c'est même cette concomitance des attaques qui caractérise la situation actuelle. Car, il faut bien le reconnaître, des projets ou des dispositifs régressifs, nous en avons déjà connu, quasiment dès la mise en place du Statut de 46.

Mais, probablement, assiste-t-on aujourd'hui à une offensive d'une envergure sans précédent par l'ampleur des projets qui se trament et par le calendrier resserré que souhaite imposer le Président et le gouvernement.

La CGT conteste cette politique de reculs tous azimuts, mais, alors que les caisses de l'état sont vides et que c'est là que doit se situer le financement de la fonction publique, y a-t-il une alternative ?

Il faut cesser de nous rebattre les oreilles avec cette antienne des « caisses vides ».

D'abord, il convient de redire que la part du budget des 3 versants de la Fonction publique a légèrement reculé en regard du PIB ces 10 dernières années ; pour le budget de l'Etat stricto sensu, c'est même la chute libre !

Globalement, depuis 1995, ce sont l'ensemble des dépenses publiques qui ont reculé de plus d'1 point de PIB (soit, quand même, l'équivalent de quelques 20 milliards d'euros). On observera en passant que cette baisse n'a eu aucun impact positif sur la croissance, ce qui bat en brèche le discours de ceux qui prétendent que moins de dépenses publiques, c'est plus de croissance.

Enfin, réduire le déficit et résorber la dette, cela doit passer autant par l'accroissement des recettes que par la sempiternelle compression des dépenses. Dans un pays riche comme la France, des ressources nouvelles peuvent être dégagées qui, de surcroît, participent pleinement d'une véritable réforme de la fiscalité, solidaire et équitable.

Mais comment imposer un changement d'orientation sur le fond alors que l'unité des syndicats n'a pas résisté au dernier accord sala-

rial ? Quelle stratégie pour gagner ?

Il est exact que la signature –minoritaire- de certaines organisations syndicales d'une partie des volets du protocole sur le pouvoir d'achat ne facilite pas l'essor du mouvement revendicatif. En agissant de la sorte, les syndicats concernés ont pris une lourde responsabilité.

Ceci étant, cette attitude plus que regrettable n'est pour autant pas synonyme de la fin de toute perspective de mobilisation.

J'observe d'ailleurs qu'aucun syndicat n'a signé le volant sur la valeur du point d'indice, pierre angulaire des négociations salariales.

Au-delà –et en dépit des complications issues du comportement de certains de nos partenaires syndicaux, dès le 5 mars, toutes les organisations réclamaient officiellement à Eric WOERTH le retrait pur et simple des 4 articles les plus dangereux du projet de loi dit « sur la mobilité des fonctionnaires » (voir dossier central –NDLR -). Il est à noter que cette démarche unitaire était à l'initiative de la CGT.

Et puis, l'unité ne se construit pas qu'au sommet, fort heureusement. Même si rien n'est simple, un peu partout se développent des dynamiques unitaires qui dépassent largement les rangs des seuls non signataires.

C'est en travaillant à l'équilibre entre réalités locales et transverses, en favorisant leurs convergences et en élargissant notre action aux usagers/citoyens que nous pourrions imposer d'autres choix.

A partir de ses revendications alternatives, l'UGFF continuera à s'inscrire résolument dans cette démarche.